



La France et la Tunisie de Ben Ali: soutiens, silence ou "complaisance" (ACTUALISATION, PAPIER D'ANGLE)

PARIS, 11 jan 2011 (AFP) - Liens personnels forts ou réalisme face à un régime réputé ferme face aux islamistes, le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali continue de bénéficier de soutiens dans la classe politique française, ou au moins d'une neutralité qui, selon certains, confine à la "complaisance".

Malgré l'aggravation du bilan des émeutes sociales qui ébranlent la Tunisie, le gouvernement français maintenait mardi sa ligne de modération, parfois assortie d'une appréciation positive sur les 23 ans de pouvoir du président tunisien.

"Le président Ben Ali est quelqu'un qui est souvent mal jugé" car "il a fait beaucoup de choses" pour son pays, a ainsi affirmé le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire sur la chaîne Canal plus.

Parmi les points forts du bilan, les responsables politiques français, toutes tendances confondues, rangent souvent le développement économique de la Tunisie et sa lutte contre l'islamisme.

"Ce sont des données importantes", confirme à l'AFP Axel Poniatowski, député du parti présidentiel UMP et président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

"La situation est préoccupante et il faut être très mesurés dans nos propos", a-t-il précisé, mettant en garde contre la tentation de se poser en "donneurs de leçons".

"La proximité, l'Histoire, le passé, le fait qu'il y ait en France une diaspora (tunisienne) importante et bienvenue, tout cela doit contribuer au fait que la France ne doit pas exacerber la situation", a-t-il poursuivi.

Comme pour l'Algérie ou le Maroc, la France, ancienne puissance coloniale, est traditionnellement très prudente dans ses prises de position sur la Tunisie.

"On ne peut que déplorer les violences", a ainsi déclaré mardi la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie. Mais elle a mis en garde contre les "anathèmes" et en offert la coopération de la France dans le domaine du maintien de l'ordre.

En général, la classe politique française donne crédit au président Ben Ali d'avoir poursuivi des politiques de son prédécesseur Habib Bourguiba favorables à l'émancipation des femmes, à l'éducation et à la francophonie, tandis que les organisations de droits de l'Homme critiquent le caractère policier du régime, les restrictions de libertés et la mainmise d'une famille sur le pays.

Des voix s'élevaient cependant mardi, surtout à gauche, pour dénoncer cette bienveillance française, après l'annonce par un syndicaliste tunisien d'un bilan de 50 morts pendant les manifestations des derniers jours.

"Je crois que le silence, ou tout du moins la complaisance vis-à-vis du régime de Ben Ali est un problème", a déclaré mardi sur la radio Europe 1 Cécile Dufлот, secrétaire générale des Verts/Génération Ecologie (opposition).

Fait significatif, ce "silence" a été rompu par le président du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat, le socialiste Jean-Pierre Sueur, qui a dénoncé dans un communiqué "la répression violente" contre les manifestants.

"Il y a un moment où l'amitié doit se traduire par un langage de vérité", a-t-il expliqué à l'AFP, estimant en particulier que la lutte contre une éventuelle menace islamiste ne peut justifier des violations des libertés. "Ce n'est pas un argument pertinent", dit-il.



N° et Date de parution : 110111 - 11/01/2011

Periodicité : Quotidien

742856-01-03.pdf

Copyright : Afp

Pour certains responsables politiques, des liens personnels existent aussi, fruits du passé colonial de la France en Tunisie, indépendante depuis 1956.

Ainsi, le maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë, né à Tunis et propriétaire d'une maison dans la ville de Bizerte (nord), a-t-il fait savoir qu'il était "soucieux" de la situation en Tunisie.

Avant lui, l'ancien ministre de droite et président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin, décédé il y a un an, entretenait une relation très forte avec la Tunisie, son pays natal.

hr/sb/cpy

AFP 111719 JAN 11